

Programme EDIP : lobbying et guerres d'influence au cœur de la Défense européenne



Carlotta Mauge (MSIE47 de l'EGE)

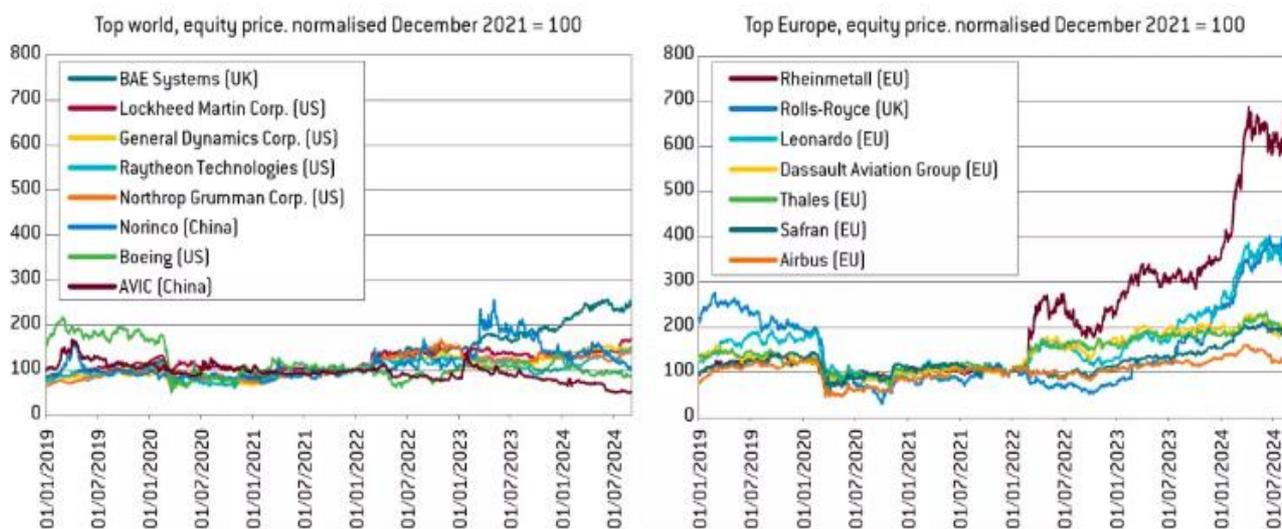
I. EUROPE DE LA DEFENSE : JEU DE COUDES ENTRE INDUSTRIELS

Dans le domaine de la défense européenne, les rapports de force (et l'accès aux financements qui en découlent) ne se jouent pas uniquement à travers les procédures officielles. Ils se construisent aussi (et surtout) au sein de réseaux d'influence structurés, où interagissent représentants politiques, industriels de l'armement, cabinets de conseil et lobbyistes. En effet, le véritable enjeu pour les industriels de la défense ne réside pas uniquement dans l'attribution de contrats mais également dans leur capacité à intervenir en amont du processus décisionnel. Autrement dit, à influencer sur les normes techniques, orienter les textes législatifs, et, in fine, façonner les conditions d'accès au marché. Il s'agit là d'un véritable travail d'influence (pleinement inscrit dans une logique d'intelligence économique (IE)), où l'information, le contrôle des réseaux et l'anticipation deviennent des atouts clés. Dans cette configuration, Bruxelles ne se limite plus à un rôle de régulateur neutre. Elle devient un véritable théâtre de confrontation entre acteurs industriels (européens comme extra-européens) pour lesquels l'influence et le lobbying constituent des leviers de pouvoir à part entière.

- **Un contexte géopolitique favorable à la montée en puissance des industriels**

Depuis 2022, ce jeu d'influence s'est considérablement renforcé dans le sillage de la guerre en Ukraine. En effet, le conflit a profondément bouleversé les priorités stratégiques de l'Union européenne (UE), créant un environnement particulièrement propice aux intérêts des industriels de la défense, qu'ils soient européens ou extra-européens. Plusieurs acteurs du secteur ont ainsi vu leur valorisation boursière croître de manière significative ; à l'image de l'italien Leonardo ou encore l'allemand Rheinmetall, révélant en creux la capacité de certains États membres à capitaliser sur la donne sécuritaire européenne (cf. II).

Figure 7 : Évolution du cours des actions des principales entreprises de défense mondiales et européennes



Source : Bruegel d'après Bloomberg, relayée par Bruegel : <https://www.bruegel.org/policy-brief/european-defense-industrial-strategy-hostile-world>

- **L'appel du profit : une Bruxelles de plus en plus réceptive**

Parallèlement, Bruxelles manifeste également un intérêt croissant pour le secteur de la défense, perçu non seulement comme un levier stratégique, mais aussi (et surtout) comme une source de profit substantiel. Ce changement de perspective se concrétise notamment en 2024, avec la création d'un nouveau poste de commissaire européen à la Défense, chargé de structurer la politique industrielle de défense de l'Union, en conciliant (à la main de certains États membres) besoins militaires et intérêts économiques. Line Tresselt, associée et directrice du pôle Défense et Sécurité chez Rud Pedersen¹ résume ainsi la situation en évoquant : « un intérêt sans précédent, motivé par la dure réalité du paysage sécuritaire ». Tout en ajoutant « Ce n'est pas

¹ Rud Pedersen : cabinet européen de conseil en affaires publiques et communications stratégiques, créé en 2003 et basé en Scandinavie

seulement une réponse à l'invasion de l'Ukraine. Avec l'EDIP [...] et la nomination d'un commissaire dédié, on assiste à une montée en puissance massive des politiques publiques européennes en faveur de ce secteur »².

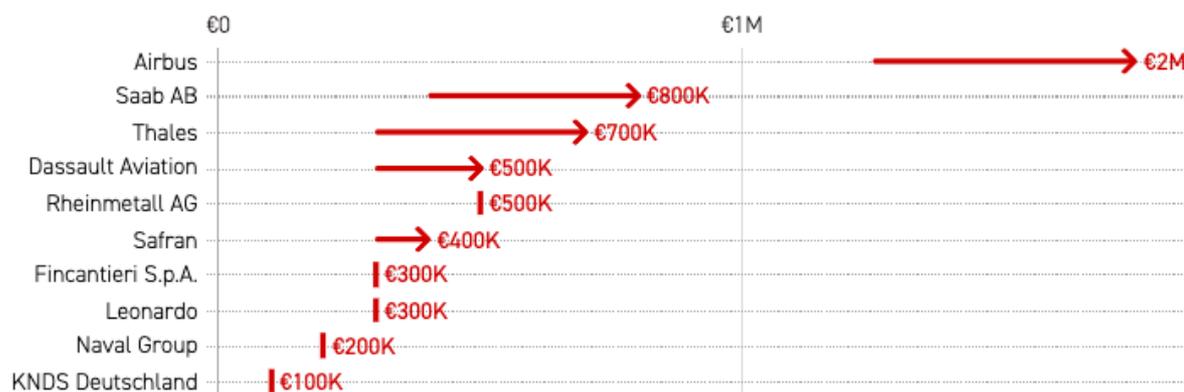
- **Intensification stratégique du lobbying industriel**

Or, à mesure que la Commission européenne s'engage davantage sur les questions de défense (attirée par les perspectives économiques et stratégiques qu'elles représentent) les industriels intensifient eux aussi leur présence au sein des institutions européennes afin d'assurer au mieux leur positionnement et défendre leurs intérêts. Les chiffres issus du registre de transparence de l'UE, croisés avec ceux de LobbyFacts (relayés par Politico), confirment cette montée en puissance : entre 2022 et 2023, les dix principaux groupes de défense européens ont accru leurs dépenses de lobbying de près de 40 %, passant d'une fourchette de 3,95–5,1 millions d'euros à un total estimé entre 5,5 et 6,7 millions d'euros³. Dans cette logique, renforcer sa présence à Bruxelles ne vise pas simplement à être entendu, mais bel et bien à s'inscrire directement dans le processus d'élaboration normative, là où se définissent les règles du jeu. Autrement dit, contrôler les rouages de l'UE pour sécuriser ses profits et affaiblir ses concurrents.

Estimated EU lobbying costs 2022-2023. Source : EU Tran

Des dépenses en hausse

Estimation des coûts de lobbying auprès de l'UE des principales entreprises de défense du continent, en 2022 et 2023, en euros, tels que déclarés dans le registre de transparence.



La plupart des entités figurant dans le registre de transparence de l'UE indiquent une fourchette de dépenses ; ce graphique reprend la fourchette basse.

Source: registre de transparence de l'UE, LobbyFacts
Giovanna Coi/POLITICO

Source : <https://www.politico.eu/article/lobbying-lindustrie-de-la-defense-fait-le-plein-de-munitions-a-bruxelles>

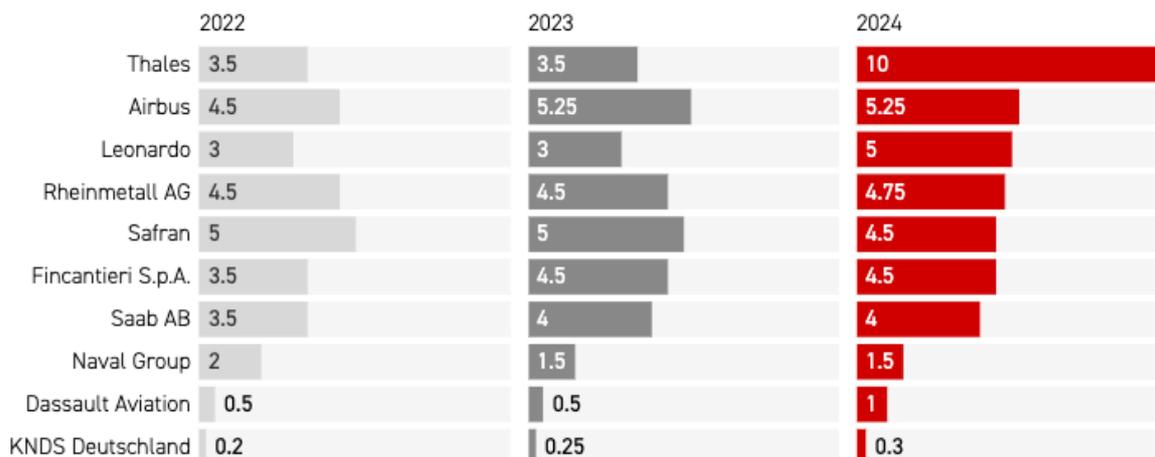
Parallèlement à l'augmentation des budgets, les industriels ont également renforcé leur ancrage à Bruxelles en intensifiant leur recours aux cabinets de conseil et en augmentant leur nombre de lobbyistes accrédités auprès des institutions européennes.

² <https://www.politico.eu/article/eu-defense-industry-goes-big-on-lobbying-in-brussels>

³ <https://www.politico.eu/article/eu-defense-industry-goes-big-on-lobbying-in-brussels>

L'armée de lobbyistes s'agrandit

Lobbyistes européens déclarés qui sont employés par les principales entreprises de défense du continent, en équivalent temps plein (ETP), par an.



Source : registre de transparence de l'UE, LobbyFacts
Giovanna Coi/POLITICO

Source : <https://www.politico.eu/article/lobbying-industrie-de-la-defense-fait-le-plein-de-munitions-a-bruxelles>

En effet, depuis le début du nouveau mandat du Parlement européen en juin 2024, le lobbying autour des questions de défense s'est maintenu à un niveau particulièrement élevé à Bruxelles. Selon Transparency International, plus de 197 réunions ont été organisées entre juin 2024 et mi-juin 2025 par des acteurs issus de cabinets de conseil, d'associations professionnelles et d'entreprises du secteur (contre 78 rencontres enregistrées au cours des cinq années précédentes⁴). Or, cette intensification n'a rien d'un hasard : elle s'inscrit pleinement dans le jeu de coudes que se livrent les industriels de la défense pour peser sur la définition des règles du marché européen, un jeu particulièrement visible à travers des textes comme l'EDIP. En effet, loin de faire l'unanimité comme le laisse entendre la communication officielle, le programme attire une grande diversité d'acteurs, tous engagés dans une logique de guerre économique.

- **Un écosystème d'acteurs à l'assaut de la norme**

Les résultats de la recherche par sujet « EDIP » dans la [base LobbyFacts](#) confirment cette lecture en offrant un aperçu des différents acteurs à l'assaut de la norme. Parmi les acteurs identifiés figurent ainsi de grands groupes européens tels qu'Airbus, MBDA, KNDS, Fincantieri ou encore Saab. Aux côtés desquels se positionnent également des acteurs plus spécialisés, comme Terma (Danemark, guerre électronique) ou encore OHB (Allemagne, spatial militaire) tous engagés dans une logique de positionnement stratégique sur les standards à venir.

Au-delà de la diversité des acteurs gravitant autour de l'EDIP, la liste met également en lumière un élément structurant : celui de l'empreinte allemande. En effet, parmi les 53 entités identifiées, l'Allemagne se distingue avec près de 6 grands acteurs rattachés à son écosystème. Parmi eux : Airbus (composante allemande), Diehl Stiftung, OHB (spatial militaire), Industrienanlagen-Betriebsgesellschaft mbH (soutien logistique), ou encore KNDS (fruit de la fusion entre Nexter et Krauss-Maffei Wegmann⁵). Une présence qui illustre la montée en puissance de l'influence allemande dans l'orientation des politiques de défense européennes, à travers un rôle de régulateur à la fois stratégique et pleinement assumé (cf. II).

Plus intéressant encore, les résultats laissent également apparaître la présence d'acteurs extra-européens et/ou étroitement intégrés aux chaînes de valeur américaine, brouillant ainsi la frontière entre autonomie stratégique européenne et interdépendance industrielle structurante. C'est notamment le cas avec GKN Aerospace (Royaume-Uni, propriété du groupe Melrose Industries), fournisseur de composants pour le F-35⁶, présent lors d'une [réunion](#) organisée le 5 mars 2025 par le cabinet du commissaire Andrius Kubilius sur l'EDIP. À ses côtés figuraient notamment Boeing International, Leonardo (co-producteur du F-35 via la ligne FACO de Cameri, en

⁴ <https://www.euronews.com/my-europe/2025/06/24/defence-sector-intensifies-lobbying-efforts-in-the-eu-parliament-new-data-shows>

⁵ <https://knds.com/en/press-releases/unified-brand-appearance-land-defense-systems-group-knds-gears-up-for-the-european-future>

⁶ <https://www.gknaerospace.com/news-insights/news/gkn-aerospace-to-double-f-35-canopy-production-capacity-as-demand-ramps-up>

Italie⁷) et Lockheed Martin, révélant la porosité entre industrie européenne et intérêts américains. Autre exemple emblématique de la liste : Diehl Stiftung & Co. KG (Allemagne), spécialisé dans les missiles guidés et les munitions de précision. En juin 2025, Diehl a signé un « memorandum of understanding » avec Raytheon pour coproduire des missiles Stinger en Europe avec l'objectif d'augmenter la production de 50 % d'ici 2026, en réponse à la guerre en Ukraine⁸. À noter que l'entreprise avait également participé, le 10 février 2025, à une réunion stratégique sur la régulation et le positionnement industriel européen (Ref. [Ares\(2025\)3993353 - 18/05/2025](#)), aux côtés de figures majeures comme Rheinmetall et MBDA, toutes deux impliquées dans des coopérations transatlantiques. À l'issue de cette rencontre, les industriels avaient plaidé pour une standardisation accrue des partenariats public-privé et surtout un rapprochement plus étroit entre l'UE et l'OTAN⁹.

Par ailleurs, la liste des acteurs gravitant autour de l'EDIP fait également ressortir la présence de cabinets de conseil extra-européens implantés à Bruxelles, tels que FIPRA (Royaume-Uni) ou Parker & Associates (États-Unis), jouant un rôle d'interface stratégique entre les sphères industrielles et les institutions européennes. En effet, ces derniers participent activement à la circulation d'informations, à la construction d'alliances et à l'élaboration de récits influents dans les processus décisionnels. Dans le domaine de la défense (notamment l'EDIP), ils agissent ainsi comme des « ponts » entre industriels, administrations et décideurs politiques, facilitant l'accès aux cercles de pouvoir et aux opportunités de financement (cf. III).

EDIP

[Download](#) [Search](#)

53 results.

- [Aerospace, Security and Defence Industries Association of Europe](#)
- [GKN Aerospace](#)
- [Saab AB](#)
- [FIPRA International SRL](#)
- [Airbus](#)
- [MBDA Italia SpA](#)
- [C&V DEFENCE](#)
- [ESCRIBANO MECHANICAL AND ENGINEERING](#)
- [Terma A/S](#)
- [KNDS France](#)
- [FINCANTIERI SpA](#)
- [Diehl Stiftung & Co. KG](#)
- [OHB](#)
- [Industrieanlagen-Betriebsgesellschaft mbH](#)
- [PsiQuantum, Corp.](#)
- [ARESIA](#)
- [Parker & Associates](#)
- [Kongsberg Defence & Aerospace AS](#)
- [logos public affairs](#)

Source: LobbyFact's topic search "EDIP" : <https://www.lobbyfacts.eu/fulltext>

- **Offensive industrielle et rivalités intra-européennes**

Cette offensive autour de l'EDIP apparaît avec d'autant plus de netteté à partir de la mi-2024, lorsque les principaux groupes tentent de s'accorder sur une position commune au sein leur principal lobby bruxellois :

⁷ <https://aircraft.leonardo.com/en/products/f-35-lightning-ii>

⁸ <https://www.defensenews.com/global/europe/2025/06/19/rtx-touts-its-europe-ties-as-nations-look-warily-across-the-pond>

⁹ https://www.asktheeu.org/request/kubilius_and_steel_industry/response/59087/attach/html/3/Berlin%20Roundtable%20Meeting%20Minutes%2010%2002%202025.pdf.html

l'ASD¹⁰. D'un côté, les industriels français, emmenés par Dassault Aviation, défendent une ligne stricte sur les critères d'éligibilité de l'EDIP. Ces derniers expriment de vives réserves face à une éventuelle volonté de la Commission européenne de contrôler les exportations des équipements cofinancés par le programme, ainsi qu'à un possible affaiblissement de leurs droits de propriété intellectuelle, perçu comme une menace pour leur souveraineté technologique. À l'inverse, d'autres industriels européens comme MBDA, KNDS, Leonardo ou Rheinmetall (récemment associé à la start-up américaine Anduril pour co-développer des drones de combat et des missiles)¹¹, défendent une approche plus flexible, alignée sur des logiques industrielles davantage intégrées aux stratégies étatiques de leurs pays (cf. II).

C'est dans ce climat de désaccords qu'un tournant s'opère à l'automne 2024 avec l'envoi (fin septembre), d'un position paper intitulé « Industry considerations on the proposed European Defence Industry Programme (EDIP) Regulation » aux décideurs européens.¹² Cosigné par près de 28 acteurs industriels, parmi lesquels Saab, KNDS, Fincantieri ou encore Airbus (dont le lien avec l'Allemagne joue un rôle central), ce document est présenté par ses auteurs comme l'expression d'un consensus industriel européen, plaidant pour l'instauration d'un seuil de 65 % de contenu européen afin qu'un projet soit éligible au financement dans le cadre de l'EDIP (un niveau aligné sur celui déjà prévu par le règlement EDIRPA ([COM\(2022\)](#))). Or, cette prétendue unanimité est trompeuse car plusieurs acteurs (à commencer par Dassault Aviation) plaident en réalité pour un seuil d'exigence plus élevé.

Dans une logique d'IE, la publication du position paper de l'ASD apparaît donc comme une opération de cadrage narratif destinée à faire passer pour un consensus industriel ce qui constitue en réalité la défense d'intérêts géoéconomiques spécifiques de certains acteurs tel que l'Italie ou encore l'Allemagne (cf. II). L'enjeu : verrouiller le débat en amont, en promouvant un seuil laissant la porte ouverte à l'intégration indirecte de composants non européens (via des coentreprises, des filiales ou autres montages industriels).

Dans ce contexte, le soutien affiché d'Airbus au position paper de l'ASD n'a rien d'anodin. En effet, ce dernier illustre une dynamique souvent négligée dans le secteur de la défense : les rapports de force ne se jouent pas uniquement entre États membres mais également entre industriels d'un même pays. En ce qui concerne Airbus, deux facteurs peuvent expliquer l'alignement au seuil de 65%. Premièrement, bien qu'Airbus soit souvent présenté comme un « fleuron de l'industrie française », il s'agit en réalité d'un groupe européen à gouvernance partagée, dans lequel l'Allemagne joue un rôle déterminant, tant sur le plan capitaliste qu'industriel. En effet, l'Allemagne détient environ 10,8 % du capital d'Airbus, soit une part équivalente à celle de la France et supérieure à celle détenue par l'Espagne (SEPI, 4,1 %)¹³. Mais au-delà de la simple répartition du capital, c'est bien la structuration industrielle d'Airbus qui confère à l'Allemagne un levier stratégique déterminant. Une part substantielle des activités de défense du groupe est en effet implantée sur le territoire allemand que ce soit à Manching (maintenance des Eurofighter, systèmes de combat aériens), Ottobrunn (technologies optiques, spatial, moteurs), Ulm (guerre électronique), Brême et Friedrichshafen. Autant de sites intégrés dans des programmes militaires européens ou transatlantiques, éclairant ainsi le positionnement favorable d'Airbus vis-à-vis d'un seuil flexible sur l'EDIP.

Deuxième facteur pouvant expliquer le positionnement d'Airbus : sa rivalité stratégique avec Dassault. Depuis plusieurs années, une rivalité industrielle et stratégique oppose Airbus et Dassault, notamment autour du programme SCAF (Système de combat aérien du futur). Cette rivalité se traduit par des désaccords profonds sur des aspects clés tels que la gouvernance, la répartition des tâches industrielles ou encore la propriété intellectuelle. Les enjeux sont à la fois industriels (maîtrise d'œuvre et savoir-faire), politiques (leadership franco-allemand et souveraineté européenne) et technologiques (choix du modèle de coopération et gestion des innovations stratégiques). Or, sur fond de ces rivalités, Airbus dispose d'un atout important au niveau européen : son influence au sein de l'ASD. En effet, il convient de rappeler que Guillaume Faury, CEO d'Airbus, a occupé le poste de président de l'ASD de juin 2023 à 2025. Dans cette optique, il est possible qu'Airbus ait perçu la position exprimée par l'ASD comme une opportunité de contrebalancer la ligne défendue par Dassault, en s'appuyant sur l'association comme levier d'influence (aligné sur les intérêts de sa composante allemande).

Néanmoins, il convient de souligner que ces divergences entre industriels français affaiblissent la cohérence du positionnement national dans les négociations européennes. En effet, en affichant ses divisions sur la scène européenne, la France affaiblit non seulement la portée de son influence mais expose aussi des lignes de fracture que d'autres puissances, notamment extra-européennes, peuvent exploiter à leur avantage. Ces tensions internes deviennent autant de leviers pour ceux qui souhaitent imposer leurs standards ou orienter les décisions

¹⁰ <https://www.asd-europe.org>

¹¹ <https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/anduril-rheinmetall-partner-build-military-drones-europe-2025-06-18>

¹² https://www.lalettre.fr/fr/entreprises_defense-et-aeronautique/2024/09/26/programme-edip--les-industriels-europeens-de-la-defense-s-accordent-dans-le-dos-de-dassault,110310845-eve

¹³ <https://www.marketscreener.com/quote/stock/AIRBUS-SE-36717720/company-shareholders>

communautaires. Autrement dit, cette désunion alimente une dynamique bien connue : diviser pour mieux régner.

C'est précisément dans ce climat de fortes tensions entre industriels que Dassault a décidé de se retirer des négociations menées par l'ASD¹⁴, entraînant dans son sillage Thales, Naval Group, Safran et Arqus¹⁵. Tous dénonçant un positionnement jugé trop laxiste, estimant que les propositions de l'ASD ne protègent pas suffisamment l'industrie européenne face aux pressions extra-européennes. En réaction, ces groupes ont adressé un contre-document au ministère des Armées, au Parlement français et à la Commission européenne, dans lequel ils préconisent un taux minimal de 80 % de composants d'origine européenne, contre les 65 % avancés par l'ASD¹⁶. Néanmoins, leur contestation reste sans effet.

- **Système de gouvernance et autorité de conception : zones grises de l'EDIP**

Au-delà des désaccords sur le seuil de 65%, un autre point de crispation émerge autour des modalités de gouvernance du programme. En effet, l'EDIP soulève également une autre inquiétude : celle de l'utilité réelle des nouvelles structures de gouvernance qu'il introduit, notamment le comité de gestion SEAP. Ce type d'instance pourrait en effet créer des doublons avec des structures déjà existantes comme la DGA ou l'OCCAR (mieux positionnées pour défendre les intérêts français). Une préoccupation clairement énoncée dans le rapport d'information n° 2625 de l'Assemblée nationale¹⁷ déposé en mai 2024.

- Le troisième point de vigilance concerne le risque de communautarisation rampante de la politique de défense dont est porteur le paquet EDIS/EDIP, *a fortiori* dans un contexte où certains projettent la création d'un « commissaire européen à la défense » lors de la prochaine législature.

Le programme EDIP illustre en effet la volonté de la Commission de s'arroger des pouvoirs nouveaux, tel que celui de présider le « conseil de préparation industrielle dans le domaine de la défense », chargée d'une fonction de programmation conjointe. Le projet de règlement EDIP confère également à la Commission la possibilité d'agir comme centrale d'achat pour le compte des États-membres (article 35), alors que même que la Commission n'a pas d'expertise dans un tel domaine et que l'OCCAR et l'AED jouent déjà un tel rôle.

En outre, certains outils d'EDIP semblent remettre en cause les compétences exclusives des États membres en matière de politique de sécurité nationale, en vertu de l'article 4.2 du traité sur l'Union européenne (TUE). À titre d'exemple, la sécurité des approvisionnements de défense relève à l'évidence de la politique des États membres. Pour fonder sa compétence dans un tel domaine, la Commission se fonde dans EDIP sur l'article 114 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) relatif à l'harmonisation des législations dans le cadre du marché intérieur, ce qui est non seulement inédit pour un texte européen relatif à l'industrie de défense, mais surtout fort contestable juridiquement, selon l'analyse de la direction des affaires juridiques du ministère des Armées⁽⁹⁰⁾. Un tel dispositif communautaire sur la sécurité des approvisionnements pourrait en outre entrer en contradiction avec le régime créé à cette fin par la LPM 2024-2030, comme l'a souligné Mme Laurence Marion, directrice des affaires juridiques du ministère des Armées.

Rapport d'information, n° 2625. Source : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion_def/116b2625_rapport-information#_Toc256000034

En parallèle, la présence de certains représentants allemands au sein même de la gouvernance de l'ASD, tel que Burkard Schmitt (directeur en charge des questions de défense et de sécurité depuis 2014) alimente des doutes quant à la neutralité des arbitrages portés par l'organisation¹⁸. Ce soupçon prend une dimension bien spécifique dans le contexte de l'EDIP. En effet, le communiqué du Conseil européen du 23 juin 2025¹⁹ fait de « l'autorité de conception » une exigence centrale, présentée comme une garantie contre les risques de dépendance

¹⁴ https://www.lalettre.fr/fr/entreprises_defense-et-aeronautique/2024/09/20/la-fronde-de-dassault-sur-le-programme-de-la-defense-europeen,110307934-eve

¹⁵ https://www.challenges.fr/entreprise/defense/reglement-edip-lincroyable-querre-de-coulisses-qui-dechire-la-defense-europeenne_597326

¹⁶ <https://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20241125/euro.html>

¹⁷ https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion_def/116b2625_rapport-information#_Toc256000034

¹⁸ https://www.lalettre.fr/fr/entreprises_defense-et-aeronautique/2024/09/26/programme-edip--les-industriels-europeens-de-la-defense-s-accordent-dans-le-dos-de-dassault,110310845-eve

¹⁹ <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2025/06/23/european-defence-industry-programme-council-ready-to-start-negotiations-with-the-european-parliament>

stratégique, qu'il s'agisse de chaînes d'approvisionnement extérieures ou de restrictions imposées par des pays tiers.

[consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2025/06/23/european-defence-industry-programme-council-ready-to-start-negotiations-with-the-european-parliament](https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2025/06/23/european-defence-industry-programme-council-ready-to-start-negotiations-with-the-european-parliament)

Enfin, le Conseil fait de l'**exigence relative à l'"autorité de conception" la règle par défaut**. Cela garantira que l'UE conserve le contrôle de la conception et du développement de ses produits de défense. Cela est particulièrement important compte tenu des potentielles perturbations des chaînes d'approvisionnement ou restrictions imposées par des pays tiers. Des exceptions s'appliqueront aux actions visant à accroître les capacités de production des munitions et des missiles, étant donné que ces produits doivent être disponibles de toute urgence et en grand nombre.

EDIP. Consilium Europa. Source : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2025/06/23/european-defence-industry-programme-council-ready-to-start-negotiations-with-the-european-parliament>

Toutefois, le diable se cache dans les détails, car derrière cette affirmation de principe, le texte intègre des exceptions majeures (notamment pour les munitions et les missiles) justifiées par l'urgence opérationnelle. Or, comme l'a relevé le rapport du Sénat n°219 (2024–2025), ces dérogations sont formulées sans cadre juridique clair, ouvrant ainsi la voie à des interprétations extensives...

Or sur ce dernier point, la position allemande s'est distancée, début décembre de celle de la France. Le terme d'« autorité de conception » devrait être maintenu dans le texte mais il voisinerait avec une forme d'**exception faite aux productions sous licence étrangère**. Les entreprises allemandes sont en effet quelques-unes à fabriquer sous licence des produits de défense américains ou israéliens qui concurrencent des produits européens de la même gamme - tel le missile américain Patriot - et dont la dénomination est parfois trompeuse - tel le missile antichar israélien Spike, qui sort de sa ligne de production bavaroise sous l'appellation « Eurospike ». Or il est de notoriété publique que les Etats-Unis effectuent un lobbying intense, à Bruxelles, en faveur de l'assouplissement des critères d'éligibilité^{8(*)}.

Rapport Sénat n° 219 (2024-2025) Source : https://www.senat.fr/rap/l24-219/l24-219_mono.html

A ce sujet, plusieurs zones grises restent donc en suspens, à commencer par les critères d'éligibilité et plus précisément à qui profitera donc réellement l'EDIP ? En effet, derrière les appels à la « flexibilité » portés par certains États membres comme l'Allemagne, l'Italie, la Pologne ou encore les Pays-Bas, ne faut-il pas voir des tentatives déguisées de laisser entrer des composants non européens, via des filiales, coentreprises ou montages transatlantiques ? Dans ce contexte, l'argent européen pourrait-il en réalité financer indirectement les chaînes de valeur américaines ? Si tel est le cas, alors l'EDIP ne serait-il pas en réalité une autre illusion d'unité européenne ? Dans ce jeu, l'unité européenne devient un récit commode, mais déconnecté des logiques de puissance. Car, fondamentalement, chaque acteur défend ses intérêts (ce qui, en soi, relève d'une logique stratégique parfaitement cohérente...). En ce sens, la France devrait-elle donc revoir sa conception de l'UE, avec une approche plus orientée IE ?

II. EDIP AU PRISME DE LA DESUNION STRATEGIQUE

• Une Europe à l'épreuve des réalités stratégiques

Sur le plan géopolitique, l'EDIP apparaît donc comme le reflet d'une Europe sous tension, prise dans des arbitrages complexes. Le déclenchement de la guerre en Ukraine a placé les États membres face à de fortes tensions stratégiques. L'élection de Donald Trump en novembre 2024 a, quant à elle, confirmé la volonté des États-Unis de renforcer son emprise sur l'Europe en accentuant également la pression politique, industrielle et normative exercée par Washington sur les États membres. Or, face à ces défis, l'UE peine à faire émerger une véritable stratégie de défense commune. En effet, loin de constituer un réel progrès en matière de souveraineté, l'EDIP met en évidence une vulnérabilité stratégique persistante : l'Europe dispose d'une capacité industrielle avérée mais achète peu ce qu'elle produit. Les outils industriels existent, mais restent fragmentés et trop souvent écartés des décisions d'achat (elles-mêmes alignées sur des standards définis hors EU). En effet, depuis 2017, l'influence des États-Unis sur les discussions autour des outils de défense européens (comme le FEDef et la Coopération Structurée Permanente) n'a cessé de croître. Cette orientation s'est concrétisée lors du Sommet de Washington en juillet 2024, avec la mention explicite dans la déclaration finale d'une base industrielle et

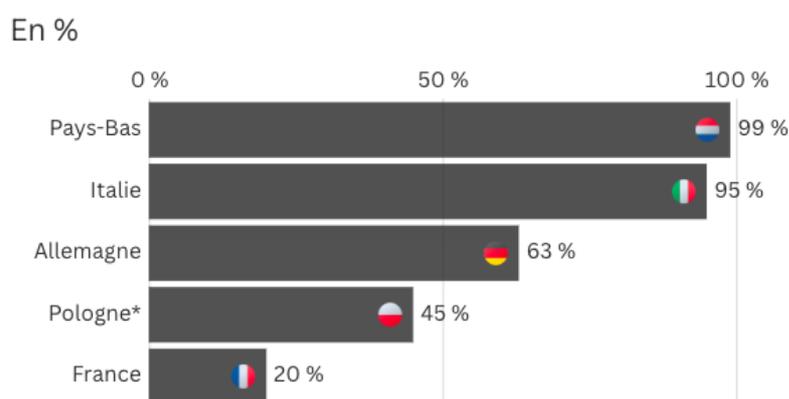
technologique de défense « transatlantique »²⁰. Selon un rapport de l'IRIS de septembre 2023²¹, près de 78 % des acquisitions de défense des États membres pour la période 2022–2023 ont été réalisées hors Union, dont 63 % auprès des États-Unis.

- **Normes, standards, achats : une dépendance industrielle assumée**

Cette dépendance est également visible dans les montages industriels de certains acteurs européens, tel que Saab, qui conçoit le Gripen en intégrant des sous-systèmes fournis par des entreprises américaines (Lockheed Martin), et britanniques (BAE Systems)²². Concernant le Royaume-Uni, la filiale européenne du groupe britannique Providence a également récemment renforcé sa présence dans le secteur de la défense européenne en remportant, en 2025, un appel d'offres de plus d'un million d'euros lancé par le ministère néerlandais de la Défense²³. Ce contrat prévoit le développement d'un pod ISR (Intelligence, Surveillance & Reconnaissance) dit avancé, conçu pour être intégré à un drone dont la conception a également été confiée à l'entreprise. Cette logique de recours à des acteurs extra-européens s'est par ailleurs confirmée la même année, avec la commande par ce même ministère de 8 systèmes de drones à la start-up américaine Shield AI, pour un montant avoisinant les 31 millions d'euros²⁴ (premier contrat de cette ampleur en Europe de l'Ouest).

Or, cette dépendance n'est pas uniquement technologique ou capacitaire. Elle s'inscrit dans un système structuré d'influences (caractéristiques des logiques d'IE), dans lesquelles les normes deviennent des instruments de domination stratégique. En effet, la présence américaine dans les processus de standardisation de l'OTAN illustre parfaitement les logiques de dépendance à l'œuvre. En imposant des normes techniques conçues pour être compatibles avec leurs propres systèmes d'armes, les États-Unis verrouillent l'environnement capacitaire des européens. Ce biais structurel favorise l'adoption de solutions américaines au détriment d'alternatives européennes...Le cas du F35 choisi par près de 10 États membres (Belgique, République tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Pologne et Roumanie) en est un exemple concret. À ce titre, inutile de rappeler que la décision prise en 2021 par la Finlande de remplacer ses F18 par des F35 dans le cadre du programme HX (pour un montant de plus de 8 milliards d'euros) ne relève pas du hasard. En effet, cette dernière a été largement facilitée par un lobbying intensif et une campagne d'influence soigneusement orchestrée par Lockheed Martin, combinant arguments techniques et pressions politico-stratégiques. Car nul n'est sans oublier que le directeur pays du groupe, Scott Davis, avait auparavant occupé le poste d'attaché de défense à l'ambassade des États-Unis à Helsinki, une fonction qui lui avait permis d'établir des réseaux d'influence clés. Pour asseoir davantage sa légitimité locale, l'entreprise américaine s'était également entourée de Jarmo Lindberg, ancien chef d'état-major des forces armées finlandaises, consolidant ainsi sa position au sein des sphères décisionnelles nationales²⁵.

Part d'armement américain dans les importations des pays européens



*Le chiffre polonais est assez bas parce que Varsovie achète aussi beaucoup à la Corée du Sud (34 % de ses importations). SOURCE : SIPRI, 2019-2023.

²⁰ <https://www.nytimes.com/2019/06/06/world/europe/us-defense-spending-nato.html?smid=em-share>

²¹ https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2023/09/19_ProgEuropeIndusDef_IPMaulny.pdf

²² <https://www.opex360.com/2023/10/21/le-royaume-uni-va-aider-la-suede-a-exporter-lavion-de-combat-jas-39-gripen-e/>

²³ <https://www.intelligenceonline.fr/surveillance--interception/2025/03/11/prestataire-de-la-defense-britannique-providence-s-immisce-dans-le-renseignement-neerlandais,110383849-art>

²⁴ <https://www.intelligenceonline.fr/surveillance--interception/2025/06/11/la-have-s-appuie-sur-des-drones-de-renseignement-par-ia-americaains,110464050-bre>

²⁵ <https://www.hs.fi/politiikka/art-2000006476653.html>

Le récent trait d'humour lancé par Mark Rutte, lors du sommet du 25 juin à La Haye, a ravivé cette question de l'influence américaine sur les politiques de défense européennes²⁶. En tant qu'ancien Premier ministre des Pays-Bas (2010–2024), Rutte (surnommé par certains le « Trump whisperer »)²⁷ a toujours été un interlocuteur atlantiste de premier plan, entretenant des relations étroites avec Washington, notamment sous l'administration Trump (une proximité diplomatique ayant sans doute pesé dans sa désignation à l'OTAN en 2025). Or, concernant l'OTAN, la stratégie américaine est claire : intensifier la pression sur les États membres pour qu'ils augmentent leurs budgets de défense, tout en consolidant une préférence industrielle « Buy American » en Europe. C'est précisément dans cette optique que Donald Trump avait rappelé, en mars 2025, qu'il ne défendrait pas les pays de l'OTAN qui ne respecteraient pas leurs engagements financiers, menaçant directement le principe de solidarité collective au cœur de l'alliance. En réponse à ces pressions, Mark Rutte a donc proposé de relever l'objectif de dépenses de défense de l'OTAN, en passant de 2 % à 3,5 % du PIB pour les dépenses militaires de base, marquant ainsi un alignement stratégique assumé face aux exigences américaines.

En effet, l'accord conclu entre l'administration Trump et plusieurs États membres de l'UE sur l'augmentation des budgets de défense est présenté par certaines figures européennes tel qu'António Costa, comme une solution pour réduire les tensions commerciales avec Washington. Dans une interview au Wall Street Journal du 30 juin 2025, le président du Conseil européen déclarait ainsi qu'« une part importante de ces 5 % du PIB alloués à la défense servira à l'achat d'équipements américains, ce qui contribuera à rééquilibrer les échanges commerciaux »²⁸. Or, derrière cette déclaration apparaît un positionnement stratégique assumé par plusieurs États membres : celui de garantir leur propre sécurité économique par le biais d'achats d'armements américains. En effet, cette posture, typique des logiques d'IE, s'apparente à une forme de troc stratégique avec Washington où l'achat de matériel de défense sert à protéger les excédents commerciaux européens (notamment dans les secteurs civils). Ces acquisitions servant ainsi « d'assurance » contre d'éventuelles représailles, notamment commerciales, qui pourraient (encore) frapper leurs secteurs civils excédentaires. Dans cette logique, les choix stratégiques se font donc dans une logique d'intérêts nationaux bien compris, quitte à opposer certains pays européens à d'autres, et à pénaliser les positions françaises...

- **EDIP : un compromis en trompe-l'œil**

Or, c'est précisément sous cet angle que s'inscrit l'EDIP. La clause permettant qu'un projet financé par l'EDIP intègre jusqu'à 35 % de composants ou de sous-systèmes issus de pays tiers (à condition qu'aucune alternative européenne ne soit disponible) illustre une volonté affichée de coopération européenne, mais masque en réalité des dépendances industrielles persistantes et des influences extra-européennes profondément ancrées au cœur même de la politique industrielle de défense de l'UE. Présentée comme un compromis pragmatique, cette clause masque en réalité des fragilités exposant l'UE (et donc la France), à des risques accrus de dépendance technologique et/ou d'ingérences étrangères. En effet, l'exigence affichée d'un minimum de 65 % de composants d'origine européenne pourrait, à première vue, garantir un niveau acceptable de souveraineté industrielle, susceptible de rassurer les industriels (voire d'atténuer leur vigilance). Cependant, cette exigence reste trompeuse en ce qu'aucun cadre n'a été défini (à ce jour) pour mesurer cette proportion de manière fiable et vérifiable. En l'absence de mécanisme de contrôle indépendant, l'évaluation repose entièrement sur les déclarations des États membres, ce qui fragilise considérablement l'intégrité du dispositif. C'est précisément sur ce point que l'EDIP révèle une faiblesse préoccupante : la persistance de liens de dépendance, parfois stratégiques, entre certains États membres et des puissances extérieures au premier rang desquelles les États-Unis. Car, plutôt que de subventionner (même partiellement) des produits technologiquement dépendants des États-Unis, pourquoi ne pas orienter les ressources de l'EDIP vers le développement de composants conçus en dehors de tout périmètre relevant de l'ITAR ? Faut-il en déduire que certains États membres auraient, en réalité, davantage à perdre qu'à gagner dans une telle démarche ?

- **Double jeu allemand**

Dans cette désunion stratégique, la logique allemande n'est plus à prouver. Depuis près de 25 ans, l'excédent commercial de l'Allemagne vis-à-vis des États-Unis s'élève à plusieurs milliards d'euros²⁹. Or, ce déséquilibre est régulé selon un deal tacite expliqué en amont : Berlin conserve ses excédents commerciaux, en contrepartie

²⁶ https://www.courrierinternational.com/article/otan-qualifier-trump-de-papa-coup-de-maitre-ou-flatterie-de-trop-des-europeens_232451

²⁷ <https://www.politico.eu/article/mark-rutte-nato-donald-trump-vladimir-putin>

²⁸ <https://www.latribune.fr/idees/tribunes/opinion-pourquoi-les-marches-de-defense-alimentent-un-troc-entre-europeens-et-americains-2-6-1029508.html>

²⁹ <https://www.latribune.fr/idees/tribunes/opinion-comment-les-allemands-privilegient-les-excedents-commerciaux-aux-etats-unis-1029764.html>

d'une forme de loyauté stratégique vis-à-vis de Washington. En d'autres termes, aucun véritable progrès vers une autonomie stratégique européenne ne saurait être toléré dès lors qu'il entre en contradiction avec les intérêts américains. Ainsi, au cours de l'année écoulée, les eurodéputés allemands se seraient démarqués comme les interlocuteurs les plus sollicités sur les dossiers de défense, avec plus de 55 réunions enregistrées³⁰. A cela s'ajoute également la désignation de Michael Gahler, MEP allemand du PPE, comme rapporteur principal auprès de la SEDE pour le dossier EDIP... L'objectif allemand est donc clair : sécuriser une position de décideur central au sein des dispositifs européens, tout en préservant une relation structurellement avantageuse avec les États-Unis. C'est donc précisément dans cette logique que s'inscrit la proposition allemande sur l'EDIP visant à utiliser des fonds européens pour financer la production sous licence des missiles Patriot assemblés en Allemagne dans le cadre d'une coentreprise entre Raytheon (États-Unis) et MBDA (Europe). En effet, nul n'est obligé qu'en mars 2024, MBDA Allemagne (via sa coentreprise COMLOG avec Raytheon) a signé un contrat d'environ 5,5 milliards de dollars avec la NATO Support and Procurement Agency (NSPA) pour la production de 1 000 missiles Patriot GEM-T destinés à équiper les systèmes de défense des armées de l'Allemagne, l'Espagne, la Roumanie ou encore les Pays-Bas³¹...

- **Pays-Bas : industrialiser sous bannière américaine**

Les Pays-Bas, qui, tout comme la Pologne, suivent eux aussi une logique bien spécifique... En effet, en tant qu'importateurs majeurs de technologies militaires américaines, tous deux cherchent à influencer le contenu de l'EDIP afin que ce dernier s'aligne sur leurs priorités nationales. Dans cette logique, ces derniers plaident pour l'introduction de dérogations aux critères actuels de l'EDIP, afin de permettre l'intégration de capacités de production non européennes dans les projets financés par l'UE³². Une telle flexibilité leur offrirait en effet l'opportunité de consolider rapidement leurs bases industrielles de défense, tout en capitalisant sur des partenariats technologiques extra-européens déjà en cours. Les Pays-Bas, souhaitant, en effet, produire localement des missiles Patriot sous licence américaine...

À noter que les Pays-Bas ont également pris part à la conférence ESCW 2025 (European Strategic Conference and Workshops), organisée par le Commandement européen des États-Unis (USEUCOM) sur la base aérienne de Ramstein en Allemagne, du 27 au 30 janvier 2025. Placé sous la direction du général Christopher Cavoli, commandant de l'USEUCOM et commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), l'événement a rassemblé un large éventail de responsables militaires et institutionnels autour du thème « Construire, moderniser et intégrer »³³ avec un objectif clair : renforcer la coopération stratégique entre les États-Unis, les alliés de l'OTAN.

³⁰ <https://www.euronews.com/my-europe/2025/06/24/defence-sector-intensifies-lobbying-efforts-in-the-eu-parliament-new-data-shows?>

³¹ https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_221626.htm

³² <https://www.politico.eu/article/poland-netherlands-water-down-rules-defense-cash-weapons>

³³ <https://www.eucom.mil/article/43139/escw-2025-modernizing-integrating-for-stronger-euro-atlantic-defense>



Han van Bussel
Souschef Matièrele Gereedheid DAOG
5 mois



European Strategic Conference and Workshops

Last week I had the honour and privilege to be present at the European Strategic Conference and Workshops with several distinguished speakers organized by USEUCOM at Ramstein Air Base.

Although the conference was classified one thing was crystal clear for SEC GEN Mr Mark Rutte: 'Two percent will not cut the deal!'

Also SACEUR, General Christopher Cavoli, was clear in mentioning that European security is vital for the US and the Alliance. His closing remarks: 'Let's get things done for global security!'



Han Van Bussel's LinkedIn. Source: https://www.linkedin.com/posts/han-van-bussel-1515b674_european-strategic-conference-and-workshops-activity-7291414145315274754-awPO

Il convient également de rappeler que les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg ont annoncé en juin 2025 l'acquisition collective de dix systèmes de défense aérienne NASAMS, développés par le norvégien Kongsberg en coopération avec l'américain Raytheon/RTX (fournissant les missiles AMRAAM intégrés au système). Un contrat évalué à près de 2,5 milliards d'euros³⁴.

- **Pologne dans la course pour remodeler l'EDIP**

De son côté, la Pologne envisage quant à elle de co-fabriquer certains équipements sud-coréens, tout en poursuivant ses achats auprès de l'industrie de défense américaine³⁵. En 2024, cette dernière a d'ailleurs conclu un accord pour le lancement de la production locale de 48 lanceurs Patriot M903, dans le cadre de la deuxième phase de son programme « Wisła »³⁶. La signature de cet accord entre l'entreprise publique Huta Stalowa Wola (HSW) et Raytheon Polska (filiale locale du groupe américain RTX) pour un montant estimé à 1,23 milliard de dollars, illustre la profondeur des liens entre la Pologne et le complexe militaro-industriel américain.

Cette dynamique d'influence trouve également un prolongement sur le plan institutionnel, notamment à travers l'action de certains eurodéputés. Parmi eux, Kamila Gasiuk-Pihowicz, eurodéputée polonaise membre du PPE et vice-présidente de la commission IMCO depuis 2024, qui présente le 10 avril 2025 un rapport parlementaire sur l'EDIP (IMCO AD(2025)768076) avec pour objectif de revoir les orientations stratégiques du programme. En effet, en s'appuyant sur un discours fondé sur le réalisme opérationnel et l'urgence liée au contexte de guerre en Ukraine, le texte ne se limite pas à une lecture critique du projet initial : il en reformule discrètement la

³⁴ <https://thedefensepost.com/2025/06/23/belgium-nasams-air-defense>

³⁵ <https://www.politico.eu/article/poland-netherlands-water-down-rules-defense-cash-weapons>

³⁶ <https://www.opex360.com/2024/08/12/defense-aerienne-la-pologne-va-produire-48-lanceurs-patriot-m903-grace-a-un-accord-avec-l-america-in-rtx/>

logique, en particulier en assouplissant les conditions d'éligibilité et en ouvrant la voie à des partenariats industriels non européens. Une démarche qui sert directement les intérêts stratégiques de la Pologne, désireuse d'intégrer des coopérations technologiques avec des acteurs hors UE. En effet, derrière les formulations anodines appelant à « assurer une participation large » ou à « garantir la compétitivité », le rapport cherche en réalité à légitimer l'intégration de productions sous licence de pays tiers dit « like-minded », (terme-clé permettant de désigner sans jamais les nommer les États-Unis et leurs industriels). Le texte plaide par ailleurs pour une interprétation souple des règles d'éligibilité et de propriété, afin de permettre « a wide range of projects, including those involving third countries when appropriate ». À cela s'ajoute une insistance marquée sur l'intégration accélérée de l'Ukraine dans l'écosystème de défense européen, sans contrôle industriel ou normatif spécifique. Or, cette ouverture favorise en pratique les fournisseurs étrangers déjà actifs dans le pays, principalement américains... Enfin, le rapport reste étonnamment muet sur la question de la propriété intellectuelle. Ce silence laisse planer un risque majeur : celui que des technologies financées par l'UE puissent être exploitées par des acteurs extérieurs sans contrôle communautaire. Plutôt que d'attaquer de front les fondements de l'EDIP, le texte opère une transformation plus discrète, en modifiant progressivement le cadre normatif et le discours. C'est toute la subtilité de l'exercice.

Un exercice que maîtrise également le député Michał Dworczyk (ECR) dans plusieurs de ses interventions en vue de modifier l'orientation de l'EDIP. En effet, derrière des apparences de solidarité stratégique, ses interventions visent à ancrer le programme dans une logique favorable aux intérêts polonais (et à ceux de ses alliés américains). Dans une question écrite du 6 mai 2025 (E-001541/2025) adressée au vice-président de la Commission/haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ce dernier invoque l'urgence sécuritaire et la « justice budgétaire » pour plaider en faveur de dispositifs spécifiques réservés aux États membres consacrant plus de 2 % de leur PIB à la défense : une référence explicite à la position de la Pologne. Cette tentative de révision s'inscrit dans une stratégie d'ajustement normatif typique des démarches d'IE visant à ajuster les faits au service d'un agenda national spécifique. L'objectif ? Assurer un remaniement de l'EDIP.

European Parliament

Inadequate consideration of eastern EU countries' significance and contribution to European security in EU defence industry initiatives

15.4.2025

Question for written answer E-001541/2025

to the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy

Rule 144

Michał Dworczyk (ECR)

For decades, eastern European countries have been covered by the security umbrella provided by the United States, neglecting their own defence investments and not fulfilling their commitments as allies. Now, with the security situation deteriorating, countries such as Poland – which has been allocating over 2% of its GDP to defence for many years, thereby fulfilling its NATO commitments and responding to threats from Russia – find themselves at the heart of EU defence. However, in the Commission's latest initiatives on the defence industry and EU security^[1], these countries' committed and long-standing positions have been neither appreciated nor reinforced. Also lacking are any preferential mechanisms and a recognition of the scale of their financial effort and strategic commitment. The need for a geographically even distribution of investments and to support the development of eastern EU countries' potential has also been overlooked.

In light of the above:

1. In its initiatives on defence and the defence industry, why has the Commission not provided for any mechanisms to support, give preference to or, at the very least, recognise Member States that have been allocating at least 2% of their GDP towards defence for years and which, in practice, guarantee the security of the whole EU?
2. Will the Commission also consider Member States' level of defence spending and geostrategic location, particularly for countries on the EU's eastern flank, in current and future initiatives?

Submitted: 15.4.2025

European Parliament questions on EDIP. Source : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2025-001541_EN.html

Cette logique de mise en récit se poursuit également quelques jours plus tard, dans une autre question écrite datée du 26 mai 2025 (E-002097/2025), intitulée « The key role of transatlantic cooperation in ensuring military mobility during the war in Ukraine », dans laquelle Dworczyk remet en cause la capacité de l'UE à déployer des troupes sans le soutien logistique des États-Unis.

26.5.2025

Question for written answer E-002097/2025

to the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy

Rule 144

Michał Dworczyk (ECR)

Almost a decade has passed since the EU turned its attention towards military mobility. However, the plans have not been backed up by funding. Poland and other countries on the eastern flank have repeatedly emphasised that transport infrastructure is an integral part of the security architecture.

The events of 2022 confirmed this diagnosis. Military mobility has become a key element of the West's response to Russia's invasion of Ukraine. The United States has played a particularly important role, rapidly redeploying its armed forces to Central and Eastern Europe and actively supporting Ukraine through arms deliveries and effective coordination of logistics routes. Only thanks to American logistical capabilities, military reserves and efficient command was possible to act quickly and effectively strengthen security in the region.

The war in Ukraine has tested many of the assumptions underlying EU strategies. In practice, it was the Member States, NATO and the US that played a crucial role in responding to the crisis. My country has become a key hub for supporting Ukraine and European security.

In light of the above:

1. When planning new EU policies in the areas of defence policy and military mobility, does the Commission take into account the role played by the United States in the first weeks of the war in Ukraine?
2. In the event of a new security crisis, would the EU today be able to carry out a large-scale deployment of troops and equipment on its own, without US support?
3. In light of recent experiences and operational realities, is the requirement for a high percentage of EU-sourced components in the defence initiatives proposed by the Commission a realistic and strategically responsible approach towards allies who have proven to be crucial in times of crisis?

European Parliament, question to the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy.

Source : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2025-002097_EN.html

Il convient également de souligner que 3 mois avant cette question ouverte, le membre du groupe ECR avait participé, le 14 février 2025, à une réunion sur l'EDIP réunissant plusieurs acteurs polonais, dont le think tank Fundacja im. Kazimierza Pułaskiego (Pulaski Foundation), plaidant pour une intégration renforcée de la Pologne dans l'industrie de défense transatlantique. En effet, ce dernier organise régulièrement des ateliers et simulations en partenariat avec des acteurs américains de premier plan tels que le RAND Corporation (lié au DoD), ou d'anciens officiers américains de haut rang, sur le thème de la Pologne comme « bastion oriental de l'OTAN »³⁷. Parmi les entités présentes figuraient également WB Group (lié à Raytheon) ainsi que PGZ, ayant signé en 2023 des accords industriels avec Raytheon et Lockheed Martin pour la production de composants destinés aux missiles Javelin³⁸. Sans oublier l'ouverture entre PGZ (via WZU) et Raytheon d'un centre de fabrication de câbles en Pologne dans le cadre des engagements du programme « Wisła », transférant technologies et formation pour la production de câblage pour le système Patriot...³⁹

Consultation meeting on EDIP

Date, Place: 14-02-2025 - Warsaw

Capacity: Shadow rapporteur for opinion

Meeting related to procedure: 2024/0061(COD)

Code of associated committee or delegation IMCO

Meeting with: Fundacja im. Kazimierza Pułaskiego - Ośrodek Studiów Wschodnich im. Marka Karpia Polska Grupa Zbrojeniowa S.A. - Pracodawcy Rzeczypospolitej Polskiej - AMC Global Group Andropol S.A. Huta Stalowa Wola S.A. Polish Chamber of National Defence Manufacturers APS Systems PCO S.A. WB Electronics

Michał Dworczyk's meetings (europarl.europa) Source: https://www.europarl.europa.eu/meps/en/257076/MICHAL_DWORCZYK/meetings/past

À noter également que, lors du vote conjoint des commissions ITRE et SEDE du 24 avril 2025 sur l'EDIP (mentionné en introduction), Michał Dworczyk figure parmi les 46 députés ayant voté contre...

³⁷ <https://pulaski.pl/en/?s=+RAND+Corporation&lang=en>

³⁸ <https://news.lockheedmartin.com/2023-09-06-javelin-joint-venture-signs-agreement-for-industrial-production-cooperation-in-poland>

³⁹ <https://www.army-technology.com/news/poland-mnd-wisla-phase-ii>

	Nicolae Ciuculeanu, Marie Toussaint
46	-
ECR	Adam Bielan, Elena Donazzan, Michał Dworczyk, Chiara Gemma, Fernand Kartheiser, Marion Maréchal, Michele Picaro, Bogdan Rzońca, Diego Solier, Beata Szydło, Francesco Torselli, Mariateresa Vivaldini
ESN	Markus Buchheit, Siegbert Frank Droese, Hans Neuhoff, Marcin Sypniewski
NI	Thomas Geisel, Kostas Papadakis, Michael von der Schulenburg, Elena Yoncheva
PPE	Magdalena Adamowicz, Krzysztof Brejza, Borys Budka, Kamila Gasiuk-Pihowicz, Andrzej Halicki, Jüri Ratas, Michał Szczerba, Alice Teodorescu Măwe, Pekka Toveri, Marta Wcisło, Bogdan Andrzej Zdrojewski
PfE	Christophe Bay, Barbara Bonte, Paolo Borchia, Marie-Luce Brasier-Clain, Ton Diepeveen, Anne-Sophie Frigout, Kinga Gál, András László, Pascale Piera, Sebastiaan Stöteler, Pierre-Romain Thionnet, Auke Zijlstra
The Left	Marc Botenga, Rudi Kennes, Dario Tamburrano

Source : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2025-0084_FR.html#_section9

Or, nul besoin de rappeler les liens de proximité entre l'ECR et Washington, illustrés récemment par l'envoi d'une délégation officielle aux Etats-Unis en juin 2025⁴⁰.



Source : <https://x.com/ECRparty/status/1932460910511071680>

Liens se traduisant également (comme évoqué précédemment) dans les choix opérés par Varsovie ces dernières années. En effet, depuis 2018, la Pologne a fait le pari d'un réarmement massif via l'industrie américaine (F-35 HIMARS⁴¹, Patriot, Abrams⁴²) ou sud-coréenne (K2 Black Panther, obusiers K9 Thunder) tout en restant distante de programmes européens comme MGCS.

III. LE LOBBYING AMERICAIN A L'ASSAUT

- **AmCham EU au cœur du lobbying américain à Bruxelles**

⁴⁰ <https://ecrparty.eu/2025/06/10/ecr-party-at-talks-on-imec-in-washington>

⁴¹ <https://www.euractiv.fr/section/politique/news/la-pologne-recoit-ses-premiers-missiles-himars>

⁴² <https://liquesdedefense.ouest-france.fr/pologne-armement-remplacement-remboursement>

Des industriels aux parlementaires, les États-Unis veillent donc à maintenir un canal d'influence actif concernant les questions de défense européennes. La table ronde organisée le 10 décembre 2024 au Parlement européen, (juste avant les débats sur le programme EDIP) illustre cette influence du lobbying américain sur les acteurs européens. En effet, présentée comme une initiative en faveur du « renforcement de la coopération transatlantique », cette rencontre (pourtant loin d'être anodine) réunissait le nouveau commissaire européen à la Défense Andrius Kubilius, sa cheffe de cabinet Anne Fort et l'American Chamber of Commerce to the European Union (AmCham EU), le principal réseau de lobbying des grandes entreprises américaines à Bruxelles (acteur de premier plan dans les discussions informelles liées à la future structuration industrielle de la défense européenne).

Date	10 Dec 2024	Location	Brussels, European Parliament
Subject	Andrius Kubilius gave a keynote speech presenting his Mission Letter and the upcoming White paper on the Future of European Defence, which is to be presented in the first 100 days of his mandate together with HR/VP Kallas.		
Cabinet	Cabinet of Commissioner Andrius Kubilius		
Attending	Anne Fort (Cabinet member) Andrius Kubilius (Commissioner)		

EU LobbyFacts. American Chamber of Commerce to the European Union's meetings : Source : <https://www.lobbyfacts.eu/datacard/american-chamber-of-commerce-to-the-european-union?rid=5265780509-97>

En effet, depuis plusieurs années, l'AmCham EU (dont les budgets de lobbying ont connu une nette augmentation depuis 2023) surveille de très près l'évolution de la réglementation européenne. Son objectif est clair : anticiper et contrer toute initiative législative susceptible d'impacter, directement ou indirectement, les intérêts économiques américains (notamment celles visant à instaurer des mécanismes de préférences industriels au profit des acteurs européens...). En 2024, l'AmCham EU mobilisait ainsi plus de 10 lobbyistes à temps plein et participait à près de 207 réunions de haut niveau organisées par la Commission européenne⁴³. Un niveau d'activité témoignant d'une stratégie d'influence parfaitement structurée et assumée, visant à orienter en amont les décisions européennes au bénéfice des intérêts américains.

⁴³ <https://www.lobbyfacts.eu/datacard/american-chamber-of-commerce-to-the-european-union?rid=5265780509-97>

LOBBYING COSTS 1,500,000€ - 1,749,999€

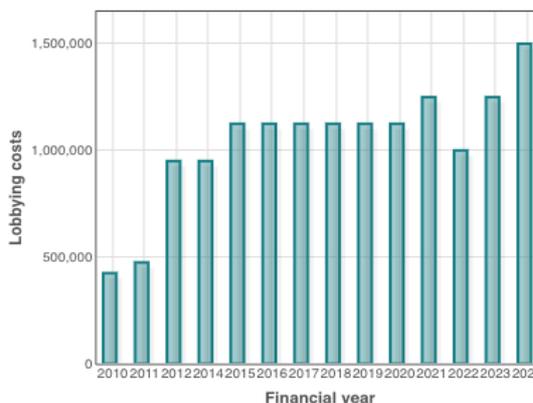
Financial year: Jan 2024 - Dec 2024

LOBBYISTS (FULL TIME EQUIVALENT) 10.7 Fte (31)

LOBBYISTS WITH EP ACCREDITATION 17

HIGH-LEVEL COMMISSION MEETINGS 207

LOBBYING COSTS OVER THE YEARS



EU LobbyFacts. American Chamber of Commerce to the European Union's meetings : Source : <https://www.lobbyfacts.eu/datacard/american-chamber-of-commerce-to-the-european-union?rid=5265780509-97>

- **Réseaux discrets et acteurs-pivots : la mécanique d'influence en action**

Dans ce contexte de montée en puissance au sein des sphères européennes, l'AmCham EU multiplie également depuis 2024 les interactions (formelles comme informelles) avec des figures clés de l'écosystème institutionnel européen. Parmi elles, le député belge Wouter Beke, membre de plusieurs commissions sensibles (AFET, SEDE, ainsi que de la délégation pour les relations avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN), approché à l'occasion d'un débat organisé à Strasbourg, le 23 octobre 2024, consacré à la coopération UE–USA–OTAN. Un thème central pour Washington, soucieux de conserver la main sur les standards technologiques et les orientations opérationnelles au sein de l'OTAN (cf. II).

European Parliament

EDIS/EDIP and EU-US-NATO cooperation

Member BEKE Wouter

Date, Place: 23-10-2024 - EP Strasbourg

Capacity: Member

Meeting with: AmCham EU

Meetings on EDIP (europarl.europa) Source : <https://www.europarl.europa.eu/meps/en/search-meetings?textualSearch=EDIP&fromDate=&toDate=>

A noter que quelques semaines plus tard, le 30 janvier 2025, ce même député rencontrait également à Bruxelles le groupe américain Raytheon Technologies, connu pour la commercialisation du système Patriot en Europe. Une rencontre ne manquant pas d'illustrer les tensions entre affichage souverainiste et réalités d'influence...

EU defence policy and the implementation of the European Defence Industrial Strategy (EDIS)

Date, Place: 30-01-2025 - EP Brussels

Capacity: Member

Meeting with: [Raytheon Technologies](#)

Wouter Beke's meetings (europarl.europa) Source:
https://www.europarl.europa.eu/meps/en/256887/WOUTER_BEKE/meetings/past#detailedcardmep

En effet, nul n'ignore que Raytheon Technologies (aujourd'hui RTX Corporation) figure parmi les principaux contractants du Pentagone aux côtés d'acteurs majeurs tels que Lockheed Martin et Northrop Grumman. Ce poids industriel et institutionnel en fait l'un des piliers du complexe militaro-industriel américain. À ce titre, l'entreprise dispose actuellement de six accréditations de lobbyistes actives auprès des institutions européennes, dont l'une retient particulièrement l'attention : celle de Rudy Priem.

En effet, véritable pion du jeu de go stratégique américain, Rudy Priem concentre plusieurs fonctions clés illustrant les mécanismes d'influence déployés par Washington au sein des structures européennes. Ce dernier cumule notamment les rôles de directeur des affaires institutionnelles de RTX Corporation, de président du comité "Economic, Legal and Trade" (ELT) de l'ASD, et d'ancien dirigeant de l'AmCham EU (vecteur bien identifié des intérêts américains à Bruxelles). A noter qu'afin d'intégrer l'ASD sans apparaître officiellement au nom d'un acteur américain, ce dernier s'est présenté comme représentant de la fédération belge des industries technologiques, Agoria BSDI. Or, ce positionnement, en apparence légitime masque en réalité une forme de relais d'influence transatlantique : Agoria comptant en effet parmi ses membres le groupe américain RTX⁴⁴... Cette position lui permet ainsi de défendre des intérêts extra-européens au sein d'une organisation pourtant chargée de promouvoir la souveraineté industrielle de la défense européenne.

LOBBYISTS WITH EP ACCREDITATION

▼ All Lobbyists with EP accreditation over time		
6 accreditations were / are live (in red) for the selected state of 06 Mar 2025		
Name	Start date	End Date
Piotr Owsicki	03 Mar 2025	05 May 2025
Philip Graf von der Schulenburg	27 Jan 2025	26 Jan 2026
Jason Nelsen	02 Dec 2024	01 Dec 2025
ANDRES MAZ	14 Oct 2024	13 Oct 2025
Pascale Goffin	01 Aug 2024	31 Jul 2025
Rudy PRIEM	01 Aug 2024	31 Jul 2025

RTX Corporation's lobbyists with EP accreditation. Source : <https://www.lobbyfacts.eu/datacard/rtx-corporation?rid=87564644126-75&sid=214798>

Cette imbrication entre acteurs industriels et réseaux d'influence transatlantiques a d'ailleurs fait l'objet d'une question parlementaire (E-001235/2025) restée à ce jour sans réponse :

⁴⁴ <https://politique.pappers.fr/question/lindustrie-europeenne-defense-representee-lobbyiste-americain-QECR997272>

Nomination de Rudy Priem: quelle indépendance et quelle assurance dans l'acquisition de matériels militaires européens?

25.3.2025

Question avec demande de réponse écrite E-001235/2025

à la Commission

Article 144 du règlement intérieur

Mathilde Androuët (PFE), Pierre-Romain Thionnet (PFE), Matthieu Valet (PFE)

La Lettre^[1] révèle que l'Association européenne des industries aérospatiales, de sécurité et de défense (ASD) a nommé Rudy Priem vice-président de sa commission des affaires économiques, juridiques et du commerce extérieur. Rudy Priem dirigeait il y a trois ans la commission de la défense de la Chambre de commerce américaine auprès de l'Union européenne (AmCham EU) et est actuellement directeur des relations institutionnelles de RTX, l'une des plus grandes firmes américaines de l'armement.

Si l'ASD collabore et participe aux consultations publiques lancées par la Commission^[2], l'AmCham EU serait connue pour son opposition «à tout programme visant à renforcer l'autonomie de la défense européenne», et Rudy Priem se ferait aussi le promoteur des supposées «retombées industrielles positives (de l'achat) du chasseur F-35 pour les pays européens».

En mars, la Commission a annoncé un plan de prêts de 150 milliards d'euros pour l'achat de systèmes de défense^[3], en insistant sur le fait que ces fonds devraient être utilisés au bénéfice de l'industrie européenne de l'armement^[4].

1. La Commission avait-elle connaissance des informations révélées? Si oui, comment peut-elle s'assurer de l'absence de conflits d'intérêts?
2. Dans le contexte actuel de tensions commerciales avec l'administration américaine, qu'envisage-t-elle et que suggère-t-elle pour renforcer et pérenniser la nécessaire «préférence européenne» en matière d'acquisition de matériels militaires?

Dépôt: 25.3.2025

European Parliament questions on Rudy Priem.Source : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2025-001235_FR.html

Par ailleurs, il convient également de souligner que Rudy Priem n'hésite pas à relayer sur ses réseaux sociaux des contenus valorisant les intérêts industriels américains. En pleine période de négociations autour de l'EDIP en 2024, ce dernier partage ainsi une publication issue du think tank International Institute for Strategic Studies (IISS) soulignant les retombées industrielles positives du programme F-35 pour les pays partenaires européens.



Rudy PRIEM

Director, Government Relations Europe & NATO at RTX
8 mois



Good example of transatlantic defense technological and industrial cooperation (TADIC).



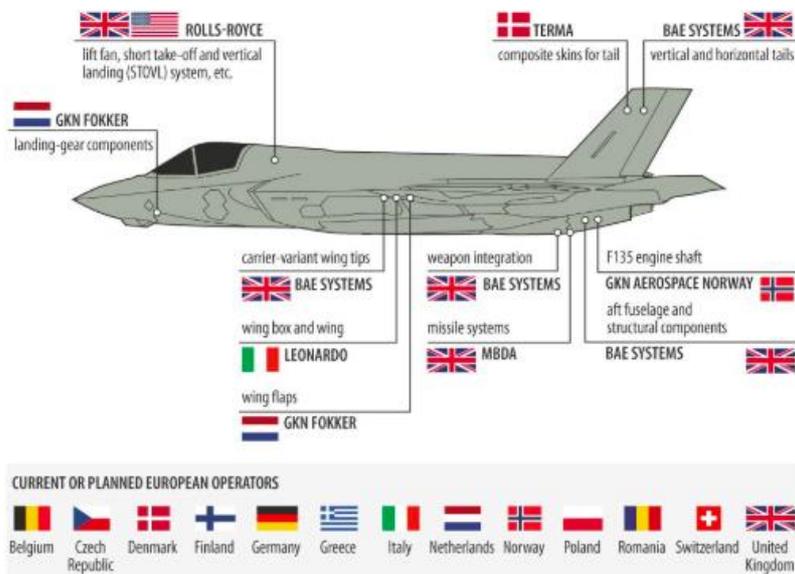
International Institute for Strategic Studies

223 554 abonnés
8 mois

The F-35 programme encapsulates on a grand scale the benefits and limitations of transatlantic defence-industrial cooperation.

Read our upcoming #IISSPDS24 dossier, covering the transatlantic defence ecosystem. <https://lnkd.in/epnrQ6ma>

Lockheed Martin F-35 *Lightning II*: selected European suppliers and participants



Source: Lockheed Martin, <https://www.f35.com/f35/index.html>

©IISS



Rudy Priem's LinkedIn. Source : https://www.linkedin.com/posts/rudy-priem-54872130_good-example-of-transatlantic-defense-technological-activity-7260698651335757825-C33F

Dans un autre post publié à l'occasion du sommet de l'OTAN de juillet 2024, Rudy Priem insiste sur l'importance de la coopération industrielle transatlantique et recommande, dans le même élan, la lecture du position paper de l'AmCham EU sur l'EDIP qu'il décrit comme offrant des « perspectives éclairantes ».



Rudy PRIEM

Director, Government Relations Europe & NATO at RTX
12 mois · Modifié

According to the July 2024 NATO Washington Summit Declaration, "Transatlantic defence industrial cooperation is a critical part of NATO's deterrence and defence. Strengthened defence industry across Europe and North America and enhanced defence industrial cooperation among Allies makes us more capable and better able to deliver against the requirements of NATO's defence plans in a timely manner." This AmCham EU paper provides some insightful perspectives.



American Chamber of Commerce to the European Union (AmCham EU)

15 667 abonnés
12 mois · Modifié

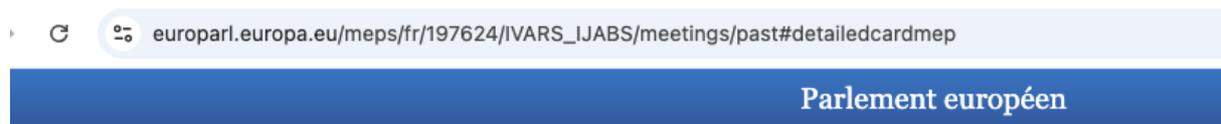
The European Defence Industrial Strategy is a positive step towards a safer Europe

To ensure its success, the EU needs to be adaptable, innovative and prioritise security cooperation with allies 🍷

Find out how the EDIS can address geopolitical challenges <https://lnkd.in/e8rJg34i>

Rudy Priem's LinkedIn. Source : https://www.linkedin.com/posts/rudy-priem-54872130_the-european-defence-industrial-strategy-activity-7220168868013445120-US19

Dans le prolongement de ces manœuvres d'influence, l'AmCham EU concentre également ses efforts sur d'autres relais identifiés au sein des institutions européennes à l'image d'Ivars Ījabs (député letton, Renew Europe). Ce dernier, rapporteur fictif sur le programme EDIP au sein de la commission ITRE est également membre du réseau du think tank américain Foreign Policy Research Institute ou FPRI (structure bien connue pour son rôle dans la diffusion de la vision stratégique de Washington en Europe). Sa participation à plusieurs réunions de travail sur l'EDIP en 2024, en présence de grands industriels et cabinets de conseil américains tels que GE Aerospace, Raytheon, EY ou PwC, illustre une configuration typique d'IE offensive américaine centrée sur un objectif clair: façonner en amont le cadre réglementaire européen, en influençant directement les rapports parlementaires et en structurant les représentations des décideurs.



European defence industry programme (EDIP)

Date, lieu : 13-12-2024 - AmCham EU

Capacité : Rapporteur(e) fictif/fictive - Réunion organisée par le personnel

Meeting related to procedure: 2024/0061(COD)

Code de la commission ou de la délégation associée ITRE

Réunion avec: [Access Partnership](#) - [American Chamber of Commerce to the European Union](#) - [Boeing International Corporation](#) - [Belgium Branch Office](#) - [Cisco Systems Inc.](#) - [Citigroup Inc.](#) - [DuPont de Nemours International SARL](#) - [Ernst & Young Core Business Services BV](#) - [General Electric Company](#) - [Honeywell Europe NV](#) - [IBM Corporation](#) - [Microsoft Corporation](#) - [PwCIL](#) - [Raytheon Technologies](#) - [The Bank of New York Mellon](#)

European defence industry programme (EDIP)

Date, lieu : 10-12-2024 - EP, Brussels

Capacité : Rapporteur(e) fictif/fictive

Meeting related to procedure: 2024/0061(COD)

Code de la commission ou de la délégation associée ITRE

Réunion avec: GE Aerospace

European defence industry programme (EDIP)

Date, lieu : 10-12-2024 - EP, Brussels

Capacité : Rapporteur(e) fictif/fictive - Réunion organisée par le personnel

Meeting related to procedure: 2024/0061(COD)

Code de la commission ou de la délégation associée ITRE

Réunion avec: [American Chamber of Commerce to the European Union](#)

Ivars Ījabs's meetings (europarl.europa). Source : https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/197624/IVARS_IJABS/meetings/past#detailedcardmep

En complément de ses actions de lobbying direct auprès de figures clés, l'AmCham EU s'emploie également à façonner le récit autour de l'EDIP en cherchant à influencer les représentations stratégiques du programme. Un exemple emblématique de cette démarche est la publication en juillet 2024 d'un position paper⁴⁵ : véritable plaidoyer en faveur d'une ouverture de l'EDIP aux intérêts industriels américains implantés en Europe, relayé par des figures comme Rudy Priem (cité en amont). Le document en question insiste notamment sur la nécessité de garantir une « flexibilité suffisante » dans la mise en œuvre du programme, tout en alertant contre une « interprétation restrictive » de la notion d'autonomie stratégique, présentée comme un risque pour la compétitivité industrielle européenne. Une orientation (et des éléments de langage) qui seront d'ailleurs repris, parfois mot pour mot, dans les positions défendues quelques mois plus tard par l'eurodéputée polonaise Kamila Gasiuk-Pihowicz dans son rapport parlementaire d'avril 2025 (mentionné précédemment). Une convergence qui confirme la volonté délibérée de l'AmCham EU de structurer le cadre de l'EDIP...

⁴⁵https://www.amchameu.eu/system/files/position_papers/edisedip_pop_amcham_eu_final.pdf

1. Ensuring a flexible approach in order to support national requirements

EU defence industrial policymaking from the European Defence Fund (EDF) to the current EDIP proposal should serve the dual objectives of strengthening the EDTIB and supporting the EU Member States' armed forces. Both are two sides of the same coin and should be mutually reinforcing. However, to ensure that this is the case, **EU frameworks need to provide flexibility to accommodate national requirements and preferences.** A too restrictive and prescriptive approach by the EU will weaken the purpose of these instruments and ultimately make them less appealing for comprehensive use by the EU Member States. Especially when matters pertain to the procurement of defence goods and services, there is a myriad of standards and conditions specific to national requirements or situations that need to be considered. **A blanket approach that does not accommodate this diversity in procurement may limit the usability of such an instrument for the EU Member States. In that light, it is also important that the EU provides a coherent regulatory framework to allow for the production and import of critical military components and equipment in Europe.**



EDIS/EDIP 3

As with the section above, a specific modification to Art. 9 EDIP would resolve this issue with regard to the EDIP. Specifically, the definition of 'associated countries' should be expanded to include other like-minded third-country allies such as the United States and Canada. This could be done, for example, by adding certain member countries of NATO to the list of associated countries through bilateral agreements. Such an approach would open new opportunities for transatlantic collaboration, provide opportunities for enhancing the available financial means and ensure that EU-based companies with like-minded third-country entity ownership are treated as full members of the EDTIB.

To elevate the full potential of these industries in the Euro-Atlantic Area, strengthen key international partnerships and address potential barriers to cooperation with third-country entities, the European Commission should consider the creation of a function within DG Defence Industry and Space for International Defence Industrial Cooperation.

AmCham EU's position paper on EDIP. Source : https://www.amchameu.eu/system/files/position_papers/edisedip_pop_amcham_eu_final.pdf

En plus de la commission INTRE, l'AmCham EU vise également la SEDE du Parlement européen, en mobilisant des relais comme l'espagnol Nicolás Pascual de la Parte, coordinateur du Parti populaire européen (PPE) pour la SEDE. Une cible rencontrée le 23 octobre 2024 au MEPs Bar, en présence de représentants de RTX Corporation, de Boeing et de Honeywell Europe NV.

Introductory meeting

Date, Place: 23-10-2024 - European Parliament - MEPs Bar

Capacity: Member

Meeting with: American Chamber of Commerce in Belgium - Boeing International Corporation - Belgium Branch Office - General Electric Company - Honeywell Europe NV - Raytheon Technologies - W.L. Gore

Nicolás Pascual de la Parte's meetings (europarl.europa). Source : https://www.europarl.europa.eu/meps/en/257040/NICOLAS_PASCUAL+DE+LA+PARTE/meetings/past#detailedcardmep

À noter que quelques jours plus tôt, au Sofitel Brussels Europe, Nicolás Pascual de la Parte participait à une table ronde organisée par le think tank Atlantic Council of the United States consacrée aux « implications des élections américaines sur le partenariat transatlantique ». Un événement révélateur de la multiplication des points d'entrée utilisés par les cercles américains d'influence, l'Atlantic Council étant en effet un acteur clé du jeu de go américain.

- **Think tanks et industriels américains : ancrer durablement l'influence à Bruxelles**

En effet, bien que souvent négligés par les entreprises, les think tanks occupent une place essentielle dans les stratégies d'influence (qu'elles soient américaines ou autres). Parmi les structures les plus actives aux côtés de l'Atlantic Council, figure également le Center for European Policy Analysis (CEPA), comptant en son sein des

figures stratégiques telles que George W. Casey (ancien chef d'état-major de l'armée de terre américaine) ou encore Robert S. Gelbard (ex-représentant spécial de l'administration Clinton dans les Balkans)⁴⁶. Par ailleurs, bien que le CEPA ne publie plus ses données budgétaires liées au lobbying depuis 2021 (n'y étant plus légalement tenu)⁴⁷ cette absence de transparence ne l'empêche pas d'entretenir des liens étroits avec plusieurs acteurs majeurs de l'industrie de défense, tels que Leonardo US, General Atomics ou Lockheed Martin⁴⁸. Ce dernier, qui, selon LobbyFacts, s'est officiellement inscrit au registre de transparence de l'UE en mai 2025. Depuis, 3 de ses représentants disposent d'un accès accrédité aux institutions parlementaires européennes. En mars 2025, l'entreprise a également pris part à une réunion stratégique sur l'avenir de la défense européenne, aux côtés d'une dizaine d'autres industriels dont MBDA, Leonardo ou encore Airbus... Un signal fort de sa volonté de s'ancrer durablement dans les cercles institutionnels bruxellois.

Date	05 Mar 2025	Location	Brussels
Subject	European defence industry development		
Cabinet	Cabinet of Commissioner Andrius Kubilius		
Attending	Andrius Kubilius (Commissioner) Ramunas Stanionis (Cabinet member)		
Other Lobbyists	Rolls-Royce Microsoft Corporation GKN Aerospace Centre for European Reform MBDA Leonardo S.p.A. Boeing International Corporation - Belgium Branch Office Airbus Vodafone Belgium SA ASD-Eurospace BAE Systems		

EU LobbyFacts. Lockheed Martin's meetings: Source <https://www.lobbyfacts.eu/datacard/lockheed-martin-global-inc?rid=375910591885-85>

CONCLUSION

Dans ce contexte, le discours « investir davantage, mieux, ensemble et avec une préférence européenne »⁴⁹ associé à la BITDE et l'EDIP par la Commission Européenne, tend à masquer des logiques d'influence bien réelles et des intérêts souvent divergents entre États membres. Ces dispositifs doivent donc être analysés, tant par les services de l'État que par les entreprises françaises, à travers le prisme d'une logique de rapports de force, qu'il s'agit soit de contenir, soit d'exploiter au service de nos intérêts stratégiques. En effet, des dispositifs comme l'EDIP doivent inciter les entreprises françaises à adopter une lecture plus stratégique (et réaliste) du cadre européen dans lequel elles évoluent : un environnement où la coopération affichée masque souvent des dynamiques d'ingérence, qu'elles soient extra-européennes ou intra-européennes (un aspect encore trop sous-estimé). En effet, Bruxelles et le « label Europe », souvent perçus comme des gages de sécurité pour les entreprises françaises, peuvent également (à leur insu ou non) servir de vecteurs d'influences étrangères, facilitant l'accès aux marchés et/ou aux technologies dans le cadre de stratégies de contournement ou de captation. Cela ne signifie pas que les entreprises françaises doivent se détourner de l'Europe, bien au contraire. Cela signifie simplement que ces dernières doivent manier plus activement les outils du lobbying afin de défendre leurs intérêts stratégiques et protéger leurs savoir-faire dans un environnement européen aussi bien concurrentiel que sous influence.

⁴⁶ <https://cepa.org/about-cepa/team/board-of-directors>

⁴⁷ <https://www.lobbyfacts.eu/datacard/center-for-european-policy-analysis?rid=905487944309-53>

⁴⁸ <https://nemiss.news/whos-paying-these-people-to-think-addendum-to-sticks-stones-published-separately>

⁴⁹ https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/stronger-european-defence_fr

BIBLIOGRAPHIE

Sources officielles de l'UE et institutions publiques

- Commission européenne, 2024. Une Europe plus forte dans le domaine de la défense. [en ligne]. Commission.europa.eu. Disponible sur : https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/stronger-european-defence_fr
- Commission européenne, 2024. COM(2024)150 final. [en ligne]. Eur-lex.europa.eu. Disponible sur : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=COM:2024:150:FIN>
- Commission européenne, 2022. 52022PC0349. [en ligne]. Eur-lex.europa.eu. Disponible sur : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex:52022PC0349>
- Parlement européen, 2023. Fiche procédure 2023/3027(RSP). [en ligne]. Oeil.secure.europarl.europa.eu. Disponible sur : [https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=en&reference=2023/3027\(RSP\)](https://oeil.secure.europarl.europa.eu/oeil/popups/ficheprocedure.do?lang=en&reference=2023/3027(RSP))
- Assemblée nationale, 2025. Rapport d'information n° 2625. [en ligne]. Assemblee-nationale.fr. Disponible sur : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion_def/l16b2625_rapport-information#_Toc256000034
- Conseil de l'Union européenne, 2025. Communiqué sur l'EDIP. [en ligne]. Consilium.europa.eu. Disponible sur : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2025/06/23/european-defence-industry-programme-council-ready-to-start-negotiations-with-the-european-parliament>
- Parlement européen, 2025. Document A-10-2025-0084_FR. [en ligne]. Europarl.europa.eu. Disponible sur : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-10-2025-0084_FR.html#_section9
- Parlement européen, 2025. Question E-10-2025-001541_EN. [en ligne]. Europarl.europa.eu. Disponible sur : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2025-001541_EN.html
- Parlement européen, 2025. Question E-10-2025-002097_EN. [en ligne]. Europarl.europa.eu. Disponible sur : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2025-002097_EN.html
- Parlement européen, 2025. Historique des réunions sur l'EDIP. [en ligne]. Europarl.europa.eu. Disponible sur : <https://www.europarl.europa.eu/meps/en/search-meetings?textualSearch=EDIP&fromDate=&toDate=>
- AskTheEU, 2025. Compte rendu du Berlin Roundtable du 10/02/2025. [en ligne]. Asktheeu.org. Disponible sur : https://www.asktheeu.org/request/kubilius_and_steel_industry/response/59087/attach/3/Berlin%2520Roundtable%2520Meeting%2520Minutes%252010%252002%25202025.pdf?cookie_passthrough=1

Presse spécialisée et généraliste

- Barigazzi J., 2025. L'industrie de la défense fait le plein de munitions à Bruxelles. [en ligne]. Politico.eu. Disponible sur : <https://www.politico.eu/article/lobbying-lindustrie-de-la-defense-fait-le-plein-de-munitions-a-bruxelles>
- Vinocur N., 2025. Poland, Netherlands water down rules on defense cash. [en ligne]. Politico.eu. Disponible sur : <https://www.politico.eu/article/poland-netherlands-water-down-rules-defense-cash-weapons>
- Bouilhet V., 2025. L'incroyable guerre de coulisses qui déchire la défense européenne. [en ligne]. Challenges.fr. Disponible sur : https://www.challenges.fr/entreprise/defense/reglement-edip-lincroyable-guerre-de-coulisses-qui-dechire-la-defense-europeenne_597326

Groupes d'influence, think tanks et réseaux transatlantiques

- Bruegel, 2024. The European Defence Industrial Strategy in a hostile world. [en ligne]. Bruegel.org. Disponible sur : <https://www.bruegel.org/policy-brief/european-defence-industrial-strategy-hostile-world>
- CEPA, 2025. Conseil d'administration. [en ligne]. Cepa.org. Disponible sur : <https://cepa.org/about-cepa/team/board-of-directors>

- ECR Party, 2025. Talks on IMEC in Washington. [en ligne]. Ecrparty.eu. Disponible sur : <https://ecrparty.eu/2025/06/10/ecr-party-at-talks-on-imec-in-washington>
- Pulaski Foundation, 2025. RAND Corporation search. [en ligne]. Pulaski.pl. Disponible sur : <https://pulaski.pl/en/?s=+RAND+Corporation&lang=en>
- AmCham EU, 2025. Position paper sur l'EDIP. [en ligne]. Amchameu.eu. Disponible sur : https://www.amchameu.eu/system/files/position_papers/edisedip_pop_amcham_eu_final.pdf

Registres de lobbying et transparence européenne

- LobbyFacts, 2025. Fiche Patria Oyj. [en ligne]. Lobbyfacts.eu. Disponible sur : <https://www.lobbyfacts.eu/datacard/patria-oyj?rid=389578230437-31&sid=79311>
- LobbyFacts, 2025. Fiche RTX Corporation. [en ligne]. Lobbyfacts.eu. Disponible sur : <https://www.lobbyfacts.eu/datacard/rtx-corporation?rid=87564644126-75&sid=214798>
- LobbyFacts, 2025. Fiche American Chamber of Commerce to the EU. [en ligne]. Lobbyfacts.eu. Disponible sur : <https://www.lobbyfacts.eu/datacard/american-chamber-of-commerce-to-the-european-union?rid=5265780509-97>

Communication d'entreprise et réseaux sociaux

- Van Bussel H., 2025. European Strategic Conference and Workshops. [en ligne]. LinkedIn. Disponible sur : https://www.linkedin.com/posts/han-van-bussel-1515b674_european-strategic-conference-and-workshops-activity-7291414145315274754-awPO
- Priem R., 2025. Good example of transatlantic defense technological cooperation. [en ligne]. LinkedIn. Disponible sur : https://www.linkedin.com/posts/rudy-priem-54872130_good-example-of-transatlantic-defense-technological-activity-7260698651335757825-C33F
- Priem R., 2025. The European Defence Industrial Strategy. [en ligne]. LinkedIn. Disponible sur : https://www.linkedin.com/posts/rudy-priem-54872130_the-european-defence-industrial-strategy-activity-7220168868013445120-USI9
- Leonardo, 2025. F-35 Lightning II. [en ligne]. Aircraft.leonardo.com. Disponible sur : <https://aircraft.leonardo.com/en/products/f-35-lightning-ii>
- Lockheed Martin, 2023. Javelin Joint Venture signs agreement for Poland. [en ligne]. News.lockheedmartin.com. Disponible sur : <https://news.lockheedmartin.com/2023-09-06-javelin-joint-venture-signs-agreement-for-industrial-production-cooperation-in-poland>